

LES INTELLECTUELS ET LE POUVOIR : DES « IDIOTS UTILES » AUX PROPHÈTES D'INSTITUTION

François HOURMANT

En octobre 2005, pour fêter son dixième anniversaire, le mensuel britannique *Prospect* lançait une grande consultation auprès de ses lecteurs pour désigner les plus grands intellectuels mondiaux du moment. Les lecteurs devaient choisir cinq noms parmi les cent proposés. Dans le top 10 venaient par ordre : 1 Noam Chomsky, 2 Umberto Eco, 3 Richard Dawkins, 4 Vaclav Havel, 5 Christopher Hitchens, 6 Paul Krugman, 7 Jürgen Habermas, 8 Amartya Sen, 9 Jared Diamond, 10 Salman Rushdie¹.

Il faut bien évidemment se méfier de ces « hits parades » intellectuels. Pierre Bourdieu avait déjà, à propos de la France, souligné les enjeux et les biais de ces classements. Ces derniers fournissent d'abord et avant tout une bonne mesure de la visibilité journalistique en ce qu'ils créent une hiérarchie des intellectuels propre aux journalistes, qui constituent la majorité du jury sélectionné, et une catégorie spéciale « d'intellectuels-pour-les médias » dont Bernard-Henri Lévy figure l'exemplaire incarnation. D'où le caractère problématique de ce type de palmarès qui, en 1981, permettait au magazine *Lire* de présenter, aux côtés de Claude Lévi-Strauss, Raymond Aron, Michel Foucault, Jacques Lacan, Simone de Beauvoir, Marguerite Yourcenar, Fernand Braudel et Michel Tournier, un « essayiste télégénique pour un prétendant à la succession de l'auteur de *L'être et le néant* et de la *Critique de la raison dialectique*² ».

S'il témoigne d'une chose, ce « référendum » lancé par *Prospect*, c'est bien de l'éclipse des figures intellectuelles françaises sur la scène britannique et la sur-représentation du monde anglo-saxon. Ce constat doit-il être imputable à une simple variable conjoncturelle : la disparition des maîtres à penser et des grandes figures intellectuelles de l'après-guerre (Sartre mais aussi Foucault, Derrida, Deleuze, Baudrillard ou Bourdieu) ? À un effet d'optique

1. Voir *Courrier international*, « Les intellectuels, une exception française ? », n° 812, 24-31 mai 2006, p. 53.

2. BOURDIEU P., *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984, annexe 3 : « Le Hit parade des intellectuels français ou qui sera juge de la légitimité des juges ? », p. 277.

inversement comparable à celui qui tendait, par gallo-centrisme, à surévaluer l'influence des intellectuels français et à méconnaître la visibilité internationale des Chomsky, Rawls ou Habermas? Ou, de façon plus structurelle, est-il lié à l'internationalisation des échanges culturels – asymétriques – et des engagements politiques à l'heure de la mondialisation? À la suprématie acquise de la langue anglaise sur le marché des biens symboliques et des idées politiques? Car l'hégémonie linguistique de l'anglais contribue sans doute pour une large part à construire une « tour d'ivoire invisible » qui ferme au marché anglo-saxon les œuvres des penseurs continentaux qui ne sont que peu traduits. La masse des traductions ne représenterait ainsi en Grande-Bretagne que 3 % du marché quand elle est de 25 % en France³.

Faut-il lire dans ce palmarès l'indice de la faible porosité des notoriétés renvoyant au caractère immuablement national de l'engagement des intellectuels français ou de leur rayonnement? Le déclin du prestige de la culture française? Ou le symptôme évident de l'étanchéité des frontières linguistiques, culturelles ou idéologiques?

Une chose est sûre toutefois : c'est, par-delà l'existence des idiosyncrasies nationales, la permanence du lien noué entre le rayonnement intellectuel et l'engagement politique. Si les noms ont changé, si Chomsky a remplacé Sartre, la visibilité internationale reste souvent indissociable d'une radicalité politique ou d'une contestation idéologique. Il y a là en quelque sorte une constante de position » qui explique la prééminence de Chomsky, figure néonymique et substitutive de l'intellectuel prophétique sartrien.

Mais ce classement atteste aussi l'évolution opérée sur le marché des idées. En effet, il convient de noter les mouvements qui s'opèrent sur fond de transferts culturels et de transnationalisation. La figure de l'intellectuel, née dans le terreau hexagonal au moment de l'affaire Dreyfus, « acte de baptême » ou de naissance de l'intellectuel⁴, a essaimé avec succès hors de son aire géographique d'origine comme en témoigne le palmarès de *Prospect* qui la consacre en la banalisant.

La posture prophétique n'est plus la marque de fabrique exclusive de l'intellectuel français. Importée dans le monde anglo-saxon, cette figure de l'intellectuel universaliste », intervenant sur tous les fronts en se prévalant du capital symbolique acquis dans sa spécialité, témoigne de la réussite de greffe opérée. Mais cette consécration ne doit pas masquer la diversité des situations et des contextes. Elle soulève la question de la circulation internationale des idées ainsi que des modes d'intervention⁵.

POIRIER A. C., *The Guardian*, repris in *Courrier international*, n° 812, 24-31 mai 2006.

Sur ce thème, dans une bibliographie foisonnante et pour illustrer les deux grands courants historiographiques en France, voir CHARLE C., *Naissance des intellectuels*, Paris, Minuit, 1990; ORY P. et SIRINELLI J.-F., *Histoire des intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992.

SAPIRO G., « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en science sociales*, 2009/1-2, n° 176-177, p. 8-31.

Les analyses regroupées à la suite d'un colloque organisé à la faculté de droit et de science politique de Rennes le 18 janvier 2010 s'inscrivent dans une approche comparée. Elles questionnent différentes aires géographiques (France, Allemagne, Angleterre, États-Unis et Chili) et entendent appréhender les hybridations, parfois inattendues, de ces postures intellectuelles et leurs rapports au pouvoir politique. Entre mimétisme et ré-invention : car il est évident que le modèle dreyfusard n'est qu'une modalité de la figure de l'intellectuel, y compris en France. On connaît en effet les variations qu'a pu susciter la question des clercs⁶, le raffinement typologique auquel il a pu donner lieu : « intellectuel spécifique » cher à Michel Foucault; « intellectuel médiatique » dont l'invention serait consubstantielle à l'apparition fracassante des Nouveaux Philosophes et de leur mentor Bernard-Henri Lévy sur la scène intellectuelle française, inaugurant, selon l'expression de Pierre Bourdieu dans son essai *Sur la télévision* le temps des *fast thinkers*; « intellectuel démocratique » pour Olivier Mongin, et, plus récemment, « intellectuel total » et « intellectuel collectif » théorisés par Pierre Bourdieu⁷.

Rendre compte de ces parcours et de ces déclinaisons suppose alors de considérer leurs modes de production et d'énonciation. Il s'agit d'identifier des contextes (à la fois culturels, politiques, sociaux, académiques...) susceptibles d'expliquer la sédimentation de deux grandes matrices d'intervention des intellectuels dans l'espace public et ainsi esquisser un embryon typologique : « l'intellectuel français universaliste » et « l'intellectuel expert anglo-saxon⁸ ».

Esquisse typologique

On peut en effet céder aux sirènes de la démarche idéal-typique et repérer deux modèles qui dessinent la carte des engagements, à défaut de restituer fidèlement le territoire, des intellectuels dans l'espace public et élucider les modalités de ce pouvoir d'influence souvent prêté aux clercs. Un jeu d'oppositions peut alors schématiser les caractéristiques invariantes de ces deux modèles.

Tout en soulignant qu'il s'agit là de deux types-idéaux et qu'aujourd'hui, si ces deux matrices peuvent encore fonctionner, elles sont le support d'un certain nombre de greffes qui ouvrent un jeu de combinatoires, diluent les

6. Voir par exemple la typologie dressée par Gérard Noiriel qui distingue trois figures de l'intellectuel : « l'intellectuel révolutionnaire », « l'intellectuel de gouvernement » et « l'intellectuel spécifique » (NOIRIEL G., *Les fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*, Paris, Fayard, 2005).

7. MONGIN O., *Face au scepticisme. Les mutations du paysage intellectuel ou l'invention de l'intellectuel démocratique*, Paris, La Découverte, 1994; BOURDIEU P., *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Le Seuil, 1992.

8. Sur cette dichotomie, voir aussi MATONTI F. et SAPIRO G., « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en science sociales*, 2009/1-2, n° 176-177, p. 4-7.

frontières et le cadre. Elles visent, de façon plus dynamique, à rendre compte de la circulation des modèles, celui de l'intellectuel dreyfusard comme celui de l'intellectuel sectoriel ou expert.

Le premier accorde la prééminence, visible dans le titre même des articles, au nom propre, capital personnel ostensiblement souligné et revendiqué par les intellectuels comme signe distinctif : René Guénon, Raymond Aron, Bernard-Henri Lévy, Pierre Bourdieu ainsi que leur traduction américaine, à travers la trajectoire de Charles Wright Mills ou allemande avec celle de Jürgen Habermas. Cette nébuleuse hétérogène, sur le plan idéologique, temporel et géographique, est néanmoins suturée par un régime de singularité où le patronyme condense une multiplicité de ressources (notamment en terme de notoriété, renommée, visibilité médiatique...) et convoque une forme de légitimité charismatique, celle consubstantielle de la personne. C'est le principe de la transformation du nom en prénom sur le modèle d'une aristocratie de l'esprit dont l'Académie française témoigne avec éclat avant que ne s'instaure une République des lettres.

À l'ethos prophétique s'oppose donc l'ethos technocratique du second modèle. Celui-ci s'attache moins à restituer la singularité des trajectoires politico-biographiques qu'à analyser la structuration, le rôle (et l'influence) de certains réseaux intellectuels parfois métamorphosés en *think tanks* ou en « Intellectuels collectifs » : intellectuels catholiques ou européenistes, *Thirdwayers* britanniques, experts libertariens ou Libéraux chiliens. Ici la composante biographique se dilue dans le régime de communauté. Au capital personnel se substitue le capital institutionnalisé objectivé dans les titres universitaires attestant l'expertise et mobilisant une forme de légitimité académique. À l'exceptionnalité d'une parole singulière et située, celle des leclercs, s'oppose alors la parole gestionnaire et tendancielle désincarnée, celle des intellectuels collectifs ou des intellectuels d'institution. De façon symptomatique d'ailleurs, Jérôme Tournardre, retraçant les engagements intellectuels autour de la Troisième Voie dans la Grande-Bretagne des années 1990, préfère à la notion d'intellectuels celle « d'entrepreneurs d'idées » qui rend mieux compte à ses yeux de la diversité des individus et des groupes concernés comme de leur intervention à l'intersection de plusieurs espaces, celui des *think tanks*, de l'expertise et du journalisme.

Les conditions d'apparition de ces deux matrices modèlent également les répertoires privilégiés. La figure de l'intellectuel naît en France au moment de l'affaire Dreyfus. Elle est indissociable de l'affirmation d'un nouveau groupe porteur de valeurs universelles (Vérité, Justice, Raison) au nom desquelles, écrivains, universitaires et artistes, interviennent collectivement dans le débat public, en fondant leur prise de parole sur une légitimité découlant des titres de noblesse académique revendiqués⁹. De Zola à Bourdieu, l'engagement

⁹ Voir en particulier les travaux de Christophe Charles et notamment, *Naissance des intellectuels*, *op. cit.*

éthique et politique des intellectuels s'est le plus souvent décliné, en France, sur un mode critique : dénonciation du « désordre établi » selon l'expression célèbre d'Emmanuel Mounier, interpellation des pouvoirs mais aussi démythifications des idées reçues et des idéologies comme le fait Raymond Aron dans *L'opium des intellectuels* à propos des intellectuels aveuglés par la vulgate marxiste ou, de façon symétrique mais inversée, Jean-Paul Sartre à l'égard des penseurs libéraux ou Pierre Bourdieu vis-à-vis des élites dominantes et des mécanismes de domination

Ainsi, contre ceux qui ont fait de Raymond Aron, la figure achevée du « conseiller du Prince », à l'instar de Pierre Bourdieu, son ancien assistant à la Sorbonne à la fin des années soixante, qu'il décrit dans *Les règles de l'art* comme un « intellectuel conservateur » œuvrant à la production de « l'idéologie dominante », et donc, pour reprendre l'expression de Gisèle Sapiro, un « gardien de l'ordre moralisateur », Gwendal Châton entreprend ici de contester cette lecture en revisitant certains moments marquants de son itinéraire. Ce qui le singularise : un impératif d'engagement doublé d'une « passion de l'indépendance » revendiquée ou affichée à l'égard du pouvoir politique, conforme à l'éthique de responsabilité théorisée par Max Weber.

À travers un certain nombre de coups de sonde épousant la chronologie (le Front populaire, le gaullisme puis le giscardisme et enfin la montée en puissance de l'Union de la Gauche et la victoire de François Mitterrand), se dessine une trajectoire atypique qui éclaire la spécificité du rapport au politique de ce « spectateur engagé ». La posture aronienne que décrit Gwendal Châton doit beaucoup *in fine* au réalisme qui sous-tend ses choix et ses engagements. C'est elle qui l'amène à critiquer tous les pouvoirs, y compris ceux qu'il pouvait soutenir et pour lesquels il s'engageait.

Cette figure aronienne s'inscrit parfaitement dans cette tradition hexagonale marquée à la fois par une propension critique à l'égard du pouvoir politique ainsi que par la permanence d'une parole solitaire. Chez Raymond Aron, elle reste associée à des répertoires traditionnels, ouvrages universitaires ou de vulgarisation à caractère essayiste comme *L'opium des intellectuels*, revues (*Preuves*, *Contrepoint*, *Commentaire*) et journaux à travers ses éditoriaux et ses chroniques (*Le Monde* puis *Le Figaro*).

Certes, Raymond Aron a cristallisé des soutiens, suscité une mouvance bien décrite par Rémy Rieffel dans *La tribu des clercs*¹⁰, mais il n'a jamais suscité d'école ni mis en place l'équivalent de ce que Michel Trebitsch a pu nommer la « machine Bourdieu » : machine épistémologique, machine académique (adossée à tout un ensemble d'institutions universitaires comme l'EHESS et le Collège de France, de revues comme *Actes de la recherche en sciences sociales* et *Liber*, de maison d'édition comme Minuit et Le Seuil) et

10. RIEFFEL R., *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Le Cercle des aroniens », 1993, p. 244-247.

« machine idéologique » pour fournir après Sartre, un modèle alternatif d'intellectuel engagé¹¹.

Ce mode d'intervention s'est opéré dans un pays où le champ intellectuel a gagné au fil des siècles une incontestable autonomie. Celle-ci s'est d'ailleurs constituée originellement dans un mouvement paradoxal de dépendance à l'égard du pouvoir monarchique. En effet, si le monarque, notamment à travers les Académies, s'efforça d'étendre son patronage pour asseoir un lien clientélaire, cette volonté d'emprise ou de captation du pouvoir des lettres au profit du pouvoir monarchique initia, comme le démontre Christian Jouhaud dans *Les pouvoirs de la littérature*, un long processus d'autonomisation. C'est dans la dépendance et le renoncement à des formes anciennes d'autonomie que résident les germes de cette émancipation et de cette expansion du littéraire. Et les littérateurs tireront profit de cette situation : « D'une absence utile de statut, ils en sont venus à toucher les dividendes d'un statut à forte valeur ajoutée. Tellement bien qu'au bout du chemin la littérature deviendra, comme on sait, ce refuge et ce tribunal moral, cet espace critique qui impose au XVIII^e siècle avec l'opinion publique. Le service loyal, et parfois mime du pouvoir, a conduit à la floraison d'un contre-pouvoir¹². » C'est dans ce contexte politique et culturel que la figure de l'écrivain a acquis une centralité décisive.

Parallèlement à ce « sacre de l'écrivain » selon l'expression de Paul Bénichou¹³, la Troisième République a contribué, à travers les Panthéonisations¹⁴, les « classiques scolaires » et l'École normale supérieure, à vivre politique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale¹⁵, à l'assomption des humanités », de la littérature et de la philosophie tout particulièrement, en fixant une hiérarchie des disciplines intellectuelles et scolaires, sédimentant les traditions nationales¹⁶, voire même pour certains des « styles » nationaux (« l'empirisme anglais » *versus* le « rationalisme français ») et qui sont ancrés dans la culture scolaire¹⁷ ».

1. TREBITSCH M., « L'histoire comparée des intellectuels comme histoire expérimentale », in TREBITSCH M. et GRANJON M.-C. (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 1998, p. 65.

2. JOUHAUD C., *Les pouvoirs de la littérature. Histoire d'un paradoxe*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2000, p. 367.

3. BÉNICHOU P., *Le sacre de l'écrivain. 1750-1830. Essai sur l'avènement d'un pouvoir laïc dans la France moderne*, Paris, José Corti, 1996.

4. BONNET J.-C., *Naissance du Panthéon. Essai sur le culte des grands hommes*, Paris, Fayard, 1998.

5. SIRINELLI J.-F., *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

6. JURT J., « Le champ littéraire entre le national et le transnational » et HEILBRON J., « Repenser la question des traditions nationales en sciences sociales », in SAPIRO G. (dir.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des États-nations à la mondialisation, XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2009.

7. SAPIRO G. (dir.), « Introduction », *L'espace intellectuel en Europe, op. cit.*, p. 22.

La figure de l'intellectuel d'institution, qui s'épanouit aux États-Unis au début du xx^e siècle, véritable terre d'élection des *think tanks*, va mobiliser les acquis des sciences sociales, en particulier de la sociologie, de l'économie et de la science politique. À l'imaginaire lettré français (avec tout ce qu'il convoque comme réminiscence en termes d'inspiration, de vocation, de mystère et de création) s'oppose un imaginaire arithmétique et statistique puisant dans les sciences économiques une ressource et une légitimité incomparables. À l'impératif d'engagement au nom des valeurs universelles et cléricales chères à Benda, s'affirme, chez les intellectuels anglo-saxons, la volonté de promouvoir une forme de « neutralité axiologique ».

Le mouvement des *think tanks* illustre de façon exemplaire cette forme nouvelle d'intervention. C'est aux États-Unis qu'il s'institutionnalise au cours de la première moitié du xx^e siècle à travers un certain nombre d'organisations telles que la *Russel Sage Foundation* (1907), *The Institute for Government Research* (1916), le *National Bureau of Economic Research* (1920) ou encore la *Brooking Institution* (1927). Ceux-ci verront leur influence croître au moment du *New Deal*. À partir de 1932, la politique menée par Roosevelt constitue une incomparable « fenêtre » qui ouvre aux experts l'occasion d'intervenir dans l'espace public américain en produisant un certain nombre de préconisations à destination des décideurs dans l'élaboration des politiques publiques. Cette période offre les conditions d'une pérennisation d'un système qui articule, dans un ensemble complexe d'interactions, des pratiques, des réseaux, des ressources et des acteurs différenciés.

C'est donc logiquement que les *think tanks* allaient assurer la promotion d'un espace spécifique, à l'interface de plusieurs champs – politique, universitaire, économique et médiatique – et d'une figure d'intellectuel, celle de « l'expert », « professionnel d'un secteur » qui s'épanouit dans le cadre d'une culture pragmatique et utilitariste. Doté d'un fort capital universitaire, cette figure s'inscrit dans une logique collective et institutionnelle conforme au régime de communauté qui construit une identité des chercheurs sur un modèle professionnel et non pas intellectuel. La naissance des sciences sociales aux États-Unis est alors intimement liée à l'émergence des recherches sur les politiques gouvernementales. En s'imposant comme « science de gouvernement », elles délimitent et légitiment le champ d'intervention des *think tanks*.

Liés à des milieux d'affaires et à la jonction des sphères économiques, politiques et médiatiques, ces acteurs développent une expertise privée et multiplient les diagnostics sectoriels. Cette activité de conseil – afin de promouvoir des idées – mais aussi de lobbying – afin d'infléchir les législations – passe alors par l'élaboration de « produits » distinctifs tels que le *short policy paper* issu de la recherche universitaire, aussi connu sous le nom de *backgrounder report*, *issue brief*, *policy brief* ou encore *Policy concept*. Par ailleurs, un second type de produit, le « plan de transition » (*transition manual*),

volumes de recommandations initialement destinés à l'administration Reagan, et couvrant presque tous les sujets politiques ainsi que l'organisation de tous les ministères, va à son tour se généraliser aux différents camps politiques, républicains mais aussi démocrates¹⁸.

Ces innovations renvoient alors à une temporalité spécifique, celle des cycles rapides de la décision politique. De format bref, ces produits synthétiques et réactifs sont conçus afin d'optimiser leur utilisation par les journalistes ou les acteurs politiques. Comme aux États-Unis, les *think tanks*, véritables « raffineurs, emballeurs et distributeurs d'idées¹⁹ », ont également un pouvoir d'influence en Grande-Bretagne sans commune mesure avec le cas français.

Si la contestation est souvent constitutive du répertoire des intellectuels critiques, les relations de « coopérations antagoniques » caractérisent plutôt les relations entre *think tanks* et pouvoir politique. Au principe polémologique », subversif et conflictuel, propre au modèle hexagonal oppose un principe « dialogique », de concordance voire de connivence, qui caractérise le modèle anglo-saxon. C'est particulièrement vrai dans le cas des *Thirdwayers* britanniques étudiés par Jérôme Tournadre. Ces « intellectuels utiles » selon l'expression de Geoff Mulgan, lui-même conseiller de Tony Blair, vont mettre ce « savoir opérationnel » au service du bien commun, répondant à une demande sociale et ne craignent pas de s'approcher de la « chose publique ».

Se structure alors une forme de « militantisme scientifique » qui incite certains à revendiquer une influence sur la prise de décisions politiques notamment à partir de 1997. Ce rôle a été favorisé par la perméabilité des univers politiques et académiques comme l'appel lancé par Tony Blair en direction du monde des idées. Une forme de circularité des échanges – le principe « dialogique » – se met en place à l'image du chassé-croisé qui caractérise la revue *Marxism Today*. Ses thèses, repérables dans les discours et ceux que l'on appellera bientôt les « modernisateurs » au sein du *Labour*, viennent irriguer la sphère politique, au moment même où la revue accueille les contributions de Gordon Brown, David Blunkett ou Tony Blair lui-même.

D'autres éléments notables illustrent les logiques de coopération entre la sphère politique et « entrepreneurs d'idées » (universitaires, experts et journalistes-intellectuels) de la Troisième Voie. C'est par exemple la création en 1988 du *think tank Institute for Public Policy Research*, proche du *Labour*,

18. MEDVETZ T., « Les *think tanks* aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1-2, n° 176-177, p. 88-89. T. Medvetz souligne que la *Heritage Foundation* a joué un rôle pionnier dans la promotion du *policy brief* et des critères d'évaluation correspondants, les « *briefcase tests* », terme qui renvoie à l'idée selon laquelle un bon rapport doit pouvoir tenir dans le porte-documents (« *briefcase* ») d'un homme politique.

19. STONE D., *Capturing the political imagination. Think tanks and the policy process*, Londres, Frank Cass, 1997, p. 143.

ou les rapprochements entre la rédaction du *New Statesman* et certains « modernisateurs ». Ce sont les connexions établies entre le *New Labour* de Tony Blair et des institutions universitaires de renom comme la *London School of Economics*. Celle-ci fournit en effet, en la personne de son prestigieux directeur, Anthony Giddens, un « ambassadeur de la Troisième Voie » ou encore, à l'instar de l'économiste Julian Le Grand, codirecteur d'un laboratoire (le *Center of Analysis of Social Exclusion* à la LSE), un éminent conseiller de Tony Blair à partir de 2003.

Enfin, les *think tanks* britanniques joueront un rôle moteur à partir des années 1970 en assurant la promotion et la diffusion de leurs réflexions par la médiation de conférences mais aussi de textes courts, sur le modèle du *policy concept* (ensemble d'idées et de pistes d'action), à destination de la sphère politico-administrative comme des journalistes. Cette production éditoriale, rapide et synthétique, constitue un lieu stratégique où se trouvent traduits les savoirs académiques pour des destinataires (décideurs et des médiateurs) en quête de produits accessibles (tant sur la forme que sur le fond).

Ce type de production s'oppose sur bien des points aux modalités d'intervention des intellectuels en régime de singularité. Plusieurs registres sont en effet plébiscités par les clercs. La « scène primitive » dreyfusarde a assuré la visibilité non seulement de la tribune (le « J'accuse » de Zola) mais initiée l'essor des manifestes et des pétitions²⁰. Loin de contribuer à la dilution de l'auteur ou du sujet, ces modalités d'intervention insistent bien au contraire sur le capital personnel objectivé dans le nom (et éventuellement dans les titres affichés). Elles visent à peser sur le « tribunal de l'opinion » par une logique de médiatisation et de spectacularisation. Il en va de même pour les essais et plus encore pour les pamphlets qui, s'ils s'inscrivent dans une autre temporalité, moins marquée par son immédiateté, n'en assurent pas moins la promotion de l'auteur. La topique pamphlétaire analysée par Marc Angenot condense bien les caractéristiques d'une parole solitaire et automandatée, caractérisée par un ethos fait d'héroïsme et d'indignation²¹.

Enfin, les dénnotations et connotations accordées à la notion et à la figure de « l'intellectuel » diffèrent radicalement. À la valorisation hexagonale, liée à son acte de naissance et au renversement significatif du stigmate – le terme d'intellectuel est d'abord en effet utilisé par les anti-dreyfusards, notamment par Maurice Barrès ou Ferdinand Brunetière de façon péjorative

20. SIRINELLI J.-F., *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1996.

21. ANGENOT M., *La parole pamphlétaire. Contribution à la typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982. Voir aussi HASTINGS M., RENNES J. et PASSARD C. (dir.), « Que devient le pamphlet? », *Mots/Les langages du politique*, n° 91, novembre 2009. Pour ces derniers par exemple, le pamphlétaire constitue « en quelque sorte une variation de la figure traditionnelle de l'intellectuel prophétique, que sa posture critique engageait à titre personnel sur des causes particulières au nom de valeurs universelles » (« Les mutations du pamphlet dans la France contemporaine », art. cit., p. 11).

avant d'être r approprié par les dreyfusards et exhibé comme emblème et comme marqueur identitaire – on peut opposer le discrédit tant américain que britannique ou allemand.

Les États-Unis connaissent effet une vieille tradition d'anti-intellectualisme. Celle-ci s'enracine dans la faiblesse de l'influence et du prestige social et politiques des intellectuels, engendrant une longue tradition de dénonciation des intellectuels perçus comme *eggheads* selon l'expression de Louis Bromfield. Déclarations ironiques, comme celle du vice-président Spiro T. Agnew s'en prenant à la « veulerie des snobs intellectuels » et travaux explorant cette tradition à la suite de l'ouvrage de Richard Hofstadter, *Anti-intellectualisme in American Life* publié en 1963, alimentent une forme de *doxa* dont on ne compte plus, comme le souligne David Schalk, les variations sur ce thème²².

Dans sa contribution sur « l'intellectuel libertarien », Sébastien Caré insiste à son tour sur cette facette : les États-Unis constituent un terrain particulier qui, « imprégné d'un individualisme ancestral », ont érigé « l'efficacité en idéal ». À la suite de Daniel J. Boorstin et Richard Hofstadter, il décrit bien le climat, « emprunt d'anti-utopisme et d'anti-intellectualisme », valorisant davantage le sens pratique plus que la spéculation théorique, et qui freine le essor d'une véritable classe intellectuelle. Et c'est sur ce terreau singulier que s'enracine l'idéologie et le courant libertariens à travers la promotion de deux figures antagonistes mais complémentaires dans l'espace des *think tanks* : celle de l'expert libéral et celle du prophète libertarien.

Au sein de ce courant, deux *think tanks* vont alors relayer ces postures. C'est d'abord la création en 1977 du plus grand *think tank* libertarien, le *Cato Institute*, laboratoire d'idée prêt à se confronter à ses grands rivaux, conservateur (*Heritage Foundation*) ou libéral (*Brooking Institute*). Ce premier *think tank*, pragmatique et acclimaté au contexte washingtonien (il est considéré d'ailleurs comme le troisième *think tank* le plus influent en matière d'économie), sera doublé par un second, le *Mises Institute*, qui remplit quant à lui une fonction prophétique et se présente avant tout comme un « centre de recherche ».

Le dispositif libertarien se dote de deux laboratoires qui balayent un large spectre et permet au mouvement d'influencer directement et subreptivement à la fois la sphère politique et les décisions (par un travail d'entrisme et de lobbying auprès des élus) et d'autre part le marché des idées. Leur positionnement respectif, l'un dans la capitale, l'autre en Alabama, condense ce partage des rôles. Cette division du travail recèle également une dimension stratégique inattendue qu'analyse bien Sébastien Caré à travers la notion d'« effets de bords radicaux », la radicalité intellectuelle

²² SCHALK D., « Intellectual, intellectuel? Le cas américain », in LEYMARIE M. et SIRINELLI J.-F. (dir.), *L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, PUF, 2003, p. 473-487.

du *Mises Institute* offrant une légitimité politique au *Cato Institute* dont la « modération » (par contraste) incite les pouvoirs publics à négocier plus volontiers avec ce dernier. Ainsi, le *Cato Institute*, fer de lance du courant libertarien aux États-Unis, outre une activité classique d'édition de livre, de revues, d'organisation de conférences et de séminaires, publie également un *Handbook for Congress* (rebaptisé en 2005 *Handbook on Policy*) qui s'adresse directement aux élus et présente une analyse détaillée des textes en préparation au Congrès américain.

De façon peut être moins radicale, le discrédit de la figure intellectuelle n'a pas non plus épargné l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Hans Manfred Bock a relevé les connotations péjoratives du terme « intellectuel », objet même d'une dénonciation récurrente, notamment dans l'après-guerre. Au substantif « intellectuel », les Allemands préfèrent d'ailleurs le terme de *Bildungsbürgertum* (étude de la bourgeoisie moyenne cultivée), insistant davantage sur la dimension sociale et professionnelle plus que politique²³.

Quant à Clarisse Berthezène, elle a retracé la généalogie de cette notion dans le cas britannique²⁴. Si le terme « intellectuel » est d'abord utilisé comme adjectif, renvoyant à l'idée de compétence et de prestige culturels, son usage comme substantif s'impose progressivement en Angleterre à la fin du XIX^e siècle. Rapidement associé au mouvement socialiste puis au péril bolchevique, il se pare alors d'une acception péjorative qu'il n'a pas perdue. Aujourd'hui encore, le terme renvoie au stéréotype du « penseur français pédant et verbeux » ou encore à celui de l'homme de gauche « souvent étiqueté comme agitateur²⁵ ». Lié dans l'imaginaire collectif britannique à la figure hexagonale contestataire, l'intellectuel semble alors, aux yeux du monde intellectuel anglais lui-même, le grand absent de la vie culturelle et politique. Il y a bien là un travail collectif de dénégation d'une identité et un rejet de la notion elle-même. Ce qui soulève un paradoxe :

« Tout le monde s'accorde pour prétendre qu'il n'y a pas d'intellectuels en Angleterre, et tous, universitaires, hommes politiques, hommes de lettres, artistes, analysant, expliquant et critiquant cette situation, prouvent le contraire. D'un côté, il semble qu'il n'y ait pas de place en Angleterre pour des intellectuels au sens français du terme – engagés, critiques, jouant les contre-pouvoirs. D'un autre côté, il semble bien que cette place, cette fonction, soit occupée²⁶. »

23. BOCK H.-M., « Histoire et historiographie des intellectuels en Allemagne », in TREBISCH M. et GRANJON M.-C. (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, op. cit., p. 79.

24. BERTHEZÈNE C., « Intellectuels anglais : un faux paradoxe », in LEYMARIE M. et SIRINELLI J.-F. (dir.), *L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, op. cit., p. 45-62.

25. *Ibid.*, p. 48.

26. *Ibid.*, p. 50.

Évidemment, il ne faut sans doute pas s'enfermer dans une lecture univoque et limiter à la France la postérité de cette fonction critique. Comme l'a bien rappelé Sefan Collini, contestant la thèse de « l'exceptionnalité britannique » niant à la Grande-Bretagne une tradition d'engagement, l'entre-deux-guerres a suscité, en Angleterre comme en France ou en Allemagne, une mobilisation des intellectuels en faveur du marxisme et de la Révolution bolchevique sur fond d'antifascisme. Par ailleurs, des figures intellectuelles prestigieuses comme celle de Kingsley Martin, directeur de la revue *New Statesman*, Georges Orwell, Bertrand Russell, philosophe et fondateur du tribunal éponyme ou encore Stephen Spender, ont joué un rôle de *public moralists*²⁷.

Mais de façon plus générale, les intellectuels britanniques appartiennent le plus souvent aux classes dominantes, et, à la différence de la France, sont bien intégrés en leur sein. Ils sont alors enclins à entretenir à l'égard du pouvoir politique des relations moins conflictuelles. Par ailleurs, comme en Allemagne ou aux États-Unis, et plus largement dans les pays anglo-saxons, les intellectuels « sont considérés et étudiés avant tout comme professionnels, créateurs et distributeurs de connaissances et de biens culturels²⁸ ».

Ces deux acceptions de l'intellectuel – l'une insistant sur la posture critique, l'autre faisant prévaloir son rôle comme constructeur de représentations et entrepreneurs d'idées – conditionnent inévitablement leur positionnement par rapport à la sphère politique – distance et autonomie *versus* proximité et hétéronomie – et infléchit la teneur de leurs discours et de leurs engagements.

Déclinaisons, hybridations et contextualisation

En se prêtant au jeu des typologies, l'analyse court le risque de figer un tableau en réalité beaucoup plus contrasté. Il tend en particulier à négliger la contextualisation qui seule rend possible l'appréhension fine des conditions d'émergence des intellectuels dans l'espace public. En restituant la logique des engagements et l'écho rencontré par ces interventions, notamment sur le débat public et la prise de décision politique, la contextualisation permet de nuancer et de dynamiser, en l'historicisant, l'entreprise modélisatrice. Et ainsi de mettre à jour l'existence d'une combinatoire caractérisée par un double mouvement de déclinaisons et d'hybridations des figures idéal-typiques.

27. COLLINI S., *Public Moralists: Political Thought and Intellectual Life in Britain 1850-1930*, Oxford, Clarendon Press, 1991, et *Absent Minds. Intellectuals in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2006. Voir aussi CAUTE D., *Les Compagnons de route, 1917-1968*, Paris, Laffont, 1973.

28. GRANJON M.-C., « Une enquête comparée sur l'histoire des intellectuels : synthèse et perspectives », in TREBITSCH M. et GRANJON M.-C. (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, op. cit., p. 30.

Si celle de l'intellectuel critique est constitutive du champ intellectuel français, elle ne représente qu'une simple dominante liée à une configuration nationale et historique singulière. Elle n'exclut pas des formes collectives de mobilisation comme celle des intellectuels catholiques, des intellectuels européens de l'après-Première Guerre mondiale ou encore, à la fin du xx^e siècle, l'apparition d'un « intellectuel collectif » autour de la figure de Pierre Bourdieu. De la même façon, le contexte anglo-saxon témoigne d'une certaine perméabilité. Si la figure de l'intellectuel expert domine, elle n'a pas éclipsé l'importation d'une tradition critique et prophétique comme l'attestent les figures de Charles Wright Mills et Jürgen Habermas.

La création au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en décembre 1945, du CCIF, Centre catholique des intellectuels français, marque la forme la plus institutionnalisée de cette figure de l'« intellectuel catholique » pourtant présente dans la vie intellectuelle et politique dès le xix^e siècle. L'aventure du CCIF agrégera, jusqu'à sa disparition en 1976, nombre d'intellectuels parmi lesquels : Stanislas Fumet, Emmanuel Mounier, Gabriel Marcel, François Mauriac, Henri de Lubac, Luc Estang, Henri-Irénée Marrou mais encore Étienne Borne, Jacques Madaule, Jean Guittou ou, plus proche de nous, Jean-Marie Domenach, Étienne Fouilloux, François Bédarida ou René Rémond, dernier président du CCIF de 1965 à 1976²⁹. Avant la création du CCIF, la première moitié du xx^e siècle avait vu se constituer des collectifs plus ou moins éphémères comme la Semaine des écrivains catholiques dès le début des années vingt mais aussi des revues comme *Politique* créée en 1927 par Marcel Prélot et Charles Flory ou encore *La vie intellectuelle* fondée en 1928 par les dominicains. Opérant une mise en perspective de cet engagement des intellectuels catholiques en France, Frédéric Lambert souligne une forme de paradoxe : alors que l'anti-modernisme n'avait pas nui à l'essor de ces intellectuels, la réforme conciliaire de Vatican II coïncide avec « le retrait de clerc » : « l'aggiornamento » indexe « une période de déclin » au moment même l'horizon semblait être désormais « propice à la libération de la parole et au rayonnement du magistère des intellectuels ». L'Église s'approprie un certain nombre de thèmes jusqu'alors portés par ces intellectuels catholiques : la défense de droits de l'homme, la dénonciation des dérèglements du libéralisme, le soutien au Tiers Monde exploité, le souci des exclus et même la protection de l'environnement. Interpellation des pouvoirs temporels et invocation du devoir de vigilance fixent les jalons de cette parole contestataire de l'Église, longtemps portée par ses intellectuels, dès lors enclins à se replier ou à se recentrer sur l'ecclesiologie et les questions de nature morale comme la libération des mœurs.

Le jeu mouvant des configurations nourrit de façon exemplaire l'analyse que propose Bernard Bruneteau des « conditions de l'engagement intel-

29. Sur le CCIF, voir TOUPIN-GUYOT C., *Les intellectuels catholiques dans la société française. Le Centre catholique des intellectuels français (1941-1976)*, Rennes, PUR, 2002.

lectuel européen au xx^e siècle », à partir de l'interaction de trois variables contextuelles. La première est celle de l'époque : c'est l'identification de trois périodes qui marquent autant d'étapes cruciales : 1900, moment où domine « l'esprit européen » qui facilite la circulation des élites; 1930 où l'engagement européen se veut une réponse aux questions du temps et notamment aux prophéties qui se multiplient sur le thème du « déclin de l'Europe » et la « crise de l'esprit » sous la plume d'auteurs tels que Spengler, Gide ou Valéry; 1960 enfin, où il s'agit de faire exister l'Europe dans un monde bipolaire, sur fond de guerre froide, celle-ci constituant d'ailleurs un catalyseur de la conscience européenne (1948-1953 et 1956-1958).

La seconde variable convoque le poids de la socialisation nationale, celle des militants, des héritages et des expériences qui vont alors alimenter les représentations convergentes ou divergentes de l'Europe. La construction européenne doit être appréhendée comme un « recours » ou une recherche de réponses à des situations nationales interdépendantes. Elle ne peut se comprendre qu'à partir des singularités nationales de chaque pays. Cette interprétation en terme de « stratégies stato-nationales » pour reprendre l'expression de l'historien Alan Milward permet à Bernard Bruneteau de restituer avec finesse la mosaïque des positions des différents états européens et la définition d'une identité post-Holocauste et idéal « cosmopolitique » en Allemagne, européisme antifasciste en Italie, volonté d'affirmation internationale pour le Benelux, sensibilité à la notion de Mitteleuropa mais aussi à la perception aiguë d'une menace totalitaire en Europe centrale et orientale...).

La troisième variable impose l'évocation de ce « marché des idées et des utopies », lieu d'éclosion et d'affrontement des idéologies. Éclairer le mode de production et d'imposition de l'idée européenne sur ce « marché » suppose de retracer l'espace des positions selon les époques. À la fin du dix-neuvième siècle, l'idée d'Europe s'entend d'abord comme garant d'une Paix universelle et vise à perpétuer l'éminence de la Civilisation européenne. À partir des années trente, elle est soumise à une triple pression : celle des nationalismes, de l'idéologie coloniale et enfin celle de la dérive « autoritaire » voire de la « mystique totalitaire ». Elle apparaît alors comme un contrepoint à la menace géopolitique. Enfin, dans l'après-guerre, se surajoutant à l'anti-européanisme d'un certain nombre d'intellectuels nourris du marxisme et d'idéologie tiers-mondiste, l'idée européenne s'inscrit dans la filiation d'un projet moderniste et volontariste, s'enracinant dans la croyance en la vertu de la rationalité économique et technique, célébrant la compétence technicienne.

En inscrivant son propos dans la filiation des travaux réalisés par Jean-François Sirinelli sur la notion de « génération », entendue moins au sens biologique que historico-sociale, Bernard Bruneteau insiste bien sur l'intérêt de prendre en compte cet ensemble de croyances, de sensibilités

et d'intérêts qui façonne les groupes qui ont grandi à la même époque. Dès lors, la figure de l'intellectuel peut devenir le révélateur de l'esprit du temps. Telle est la trajectoire de René Guénon étudiée par David Bisson. Incarnation de cet « intellectuel sans attaches » théorisé par Karl Mannheim pour caractériser ces penseurs marginaux, à la croisée de plusieurs espaces idéologiques et réfractaires à toute orthodoxie, René Guénon voit son influence s'étendre à des groupes aussi éclectiques que les catholiques néo-thomistes, les sympathisants de l'Action française ou encore les écrivains proches du surréalisme. Son œuvre, centrée sur les questions de l'occultisme et de la gnose, ainsi que ses préoccupations ésotériques, ne se comprennent que replacées dans la configuration particulière qui guide sa formation : celle de la fin du XIX^e siècle marquée, jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, par l'imprégnation, dans la société française cultivée, de la magie, de la kabbale et de la théosophie. De façon similaire, ses premiers pas dans le champ intellectuel, au lendemain du conflit, sont aussi congruents avec l'apparition d'un courant, celui du décadentisme porté par Spengler ou Valéry.

À l'autre bout du siècle, la figure de Pierre Bourdieu constitue le récapitulatif éloquent de cette mutation des pratiques. Entretenant de mettre en perspective sa trajectoire, Jean Baudouin retrace les différentes étapes d'un engagement à la fois scientifique et politique, de son absence du champ politique à son engagement polymorphe à la veille de sa disparition. C'est d'abord comme « intellectuel spécifique » que Bourdieu s'investit dans l'espace public en devenant le président d'honneur de l'Association de réflexion sur les enseignements et la recherche (Areser). Puis, un tournant s'opère lors du « mouvement social » de 1995. Contre la revue *Esprit* et la Fondation Saint-Simon qui soutiennent le Plan Juppé de la réforme de la sécurité sociale, Pierre Bourdieu est l'instigateur d'un contre-appel. Apportant son soutien aux grévistes, il participe à la grande manifestation du 12 décembre et, réitérant la geste sartrienne devant les usines Billancourt, il prend la parole et dénonce « une entreprise de destruction de la civilisation ». L'hommage est évident de la part de celui qui avait fait de Jean-Paul Sartre la figure achevée de « l'intellectuel total », élaboration suprême de l'intellectuel critique et de son rôle prophétique, engagé sur tous les fronts de la pensée, cumulant les rôles et les postures (romancier, dramaturge, philosophe, directeur de revue...) ³⁰. Cette incursion spectaculaire dans l'espace public ouvre la brèche à toute une série de prises de positions (contre la paupérisation des banlieues, en faveur de sans-papiers et des chômeurs, contre la politique d'immigration des lois Pasqua et Debré...). À ces mobilisations, il faut enfin souligner le rôle moteur qu'il joue dans la volonté de « réinventer un intellectuel collectif ».

30. BOURDIEU P., « L'intellectuel total et l'illusion de la toute-puissance de la pensée », *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, op. cit., p. 293-297 ; BOSCHETTI A., Sartre et « Les Temps modernes ». Une entreprise intellectuelle, Paris, Minuit, 1985.

Rompant sur ce point avec les pratiques hexagonales sédimentées, constatant l'épuisement des formes d'action depuis l'affaire Dreyfus et leur interminable itération, Pierre Bourdieu entreprend un audacieux travail où se mêlent théorie et pratique autour de la notion d'« intellectuel collectif ». Il s'agit d'abord de faire tomber les frontières (géographiques et disciplinaires) et de favoriser « les conditions sociales de la circulation des idées » à partir de réseaux internationaux³¹. Emblématique reste l'appel de Strasbourg (lancé par Bourdieu, cosigné par Jacques Derrida, Edouard Glissant, Toni Morrison, Susan Sontag et Salman Rushdie) afin de constituer un « Parlement international des écrivains ». Parallèlement à cette initiative qui s'inspire du modèle des encyclopédistes des Lumières, Pierre Bourdieu complète le dispositif par une stratégie éditoriale reposant sur la création d'une revue – *Liber* –, lieu de débat et de circulation (européenne voire internationale) des idées, et une collection de livre à prix réduit, dont le tome, « Raisons d'agir », symbolise la nécessaire appréhension de l'écriture (et plus largement de l'activité éditoriale) comme acte, posant ici encore le dépassement de l'antinomie classique de la pensée et de l'action.

La trajectoire Pierre Bourdieu témoigne de la permanence du paradigme de la singularité (entretenant une hérédité prophétique) mais également de la volonté de son dépassement, par le passage de l'un au multiple, du singulier au collectif. Si cette affirmation d'un « intellectuel collectif » peut apparaître en rupture et/ou en concurrence avec des modes d'intervention plus anciens (« intellectuel universaliste »), il ne doit pas faire oublier l'existence en France, plus discrète mais incontestable, d'une forme d'expertise collective qui, dans l'ombre du pouvoir politique, a joué un rôle non négligeable, notamment à partir de la Libération, dans les politiques de planification économique et de modernisation politique. Elle constitue à cet égard une forme originale d'hybridation ou de couplage de l'intellectuel critique et de l'intellectuel collectif, de la même façon que la figure de Charles Wright Mills, « moraliste radical de la démocratie américaine » analysée par Alan Haye et celle de Jürgen Habermas, « archétype contemporain de l'intellectuel engagé en Allemagne » pour Arnauld Leclerc, témoignent respectivement de l'importation réussie de cette posture prophétique dans des contextes anglo-saxons bien différents.

Copiée ou décriée, la figure classique de l'intellectuel a été adaptée ou ajustée aux marchés intellectuels et aux configurations politiques étrangères. Charles Wright Mills a incarné outre-Atlantique, et dans l'après-guerre, la figure de la contestation radicale, symbolisant cet intellectuel critique puisant sa légitimité dans un rapport d'opposition systématique au pouvoir en place.

L'itinéraire de ce « franc-tireur » comme il s'autodéfinissait, tant sur le plan académique que politique d'ailleurs, se construit par un jeu constant

1. BOURDIEU P., « Les conditions sociales de la circulation des idées », in SAPIRO G. (dir.), *L'espace intellectuel en Europe, op. cit.*, p. 27-39.

de ruptures comme le montre Alan Haye. « De l'enfant terrible du *Bureau of Applied Research* à l'inspirateur de la *New Left* », la trajectoire de Mills est ponctuée par un certain nombre de combats. C'est d'abord une critique acerbe de la sociologie institutionnelle qui entraîne sa rupture avec Paul Lazarsfeld et sa marginalisation progressive au sein de l'université de Columbia et plus largement du champ universitaire. À l'ostracisme académique correspond, au cours des années cinquante, la construction d'une position de contestation politique qui le fait progressivement passer d'un statut d'« outsider radical » à une forme de reconnaissance élargie au sein de la *New Left*. Au début des années soixante, un double mouvement s'opère. Mills se rapproche des mouvements contestataires et officialise sa position par la publication de sa *Lettre à la Nouvelle Gauche* en septembre 1960 dans la *New Left Review* au moment même où ses thèses, et notamment celles concernant « l'Élite du pouvoir », font écho aux revendications des activistes radicaux.

Son parcours politico-intellectuel est marqué par une évolution. Partant d'une posture d'« intellectuel spécifique », celle d'un sociologue critique mettant son expertise au service d'un travail d'élucidation devant permettre aux individus d'identifier les logiques d'aliénation afin de les amener à « transcender leur milieu », il accède, à la veille de sa disparition prématurée en 1962 à 45 ans, à un statut de maître à penser dont la parole dépassait les cercles restreints des campus américains et les groupuscules de la gauche radicale. En l'espace d'une décennie Charles Wright Mills, le « Trotsky du Texas », va réussir à s'imposer dans l'espace public américain comme l'un des principaux intellectuels public radical. Évidemment la radicalisation des différents mouvements de la contestation allaient alors favoriser l'émergence sur la scène intellectuelle américaine de nouvelles figures qui inscriraient néanmoins leur engagement dans la voie tracée par Mills : Noam Chomsky bien sûr mais aussi Hebert Marcuse.

Si Charles Wright Mills a pu connaître une marginalité académique, liée à son refus des « coteries universitaires », Jürgen Habermas a, au contraire, connu une incontestable consécration dans ce champ. Pourtant, à l'instar de Mills, Habermas commence sa carrière universitaire, alors qu'il n'est encore qu'étudiant, par des appels en faveur d'une ample dénazification dans l'université et en particulier à l'encontre de professeurs de droit. Cette commune et fondatrice contestation de l'institution académique s'accompagne, chez l'un comme chez l'autre, d'un engagement politique ouvertement marqué à gauche.

Partant, comme Mills, du sérail universitaire, Jürgen Habermas étend progressivement l'aire de ses engagements. Dans les années soixante et soixante-dix, il prend une part active au mouvement anti-nucléaire (en 1957-1958), dénonce, aux côtés de Herbert Marcuse en 1966, la guerre du Vietnam, à l'instar de Sartre qui signe de multiples textes critiques, tel celui, retentissant des *Temps modernes* dans lequel il dénonce le « Génocide » perpé-

tré par les Américains et accepte la présidence du Tribunal Russell. Jürgen Habermas soutient aussi la jeunesse lors des événements de mai 1968 et rend publique ses positions virulentes contre le tournant néo-libéral et conservateur en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Allemagne après les victoires de Margareth Thatcher, Ronald Reagan et Helmut Kohl.

Toutefois, comme le montre parfaitement Arnauld Leclerc, la trajectoire de Jürgen Habermas a évolué, passant d'un statut classique d'intellectuel critique qu'il importe avec succès en Allemagne à celui d'intellectuel organique de la gauche allemande avant de devenir la figure emblématique d'un intellectuel collectif, animateur de réseaux déployés dans le monde anglo-saxon et entrepreneur intellectuel et politique internationalement consacré.

Cette évolution habermassienne est tout à la fois singulière et conforme aux mutations qui s'opèrent au début des années 2000. En endossant en Allemagne la figure solitaire de l'intellectuel classique, il innove par rapport à une tradition et à une pratique. En effet, l'épisode le plus significatif de l'intervention des intellectuels remonte à l'immédiat après-guerre, notamment à travers l'itinéraire du « Groupe 47 » et ses figures emblématiques Günther Grass et Hans Werner Richter qui soutinrent épisodiquement le parti social-démocrate, parti d'opposition de l'ère Adenauer.

En se métamorphosant en chef de réseau et en figure de proue d'un collectif, Habermas témoigne d'une division du travail à visée productiviste en adéquation avec les exigences d'un marché des idées internationalisé. Cette posture n'est pas finalement si éloignée de celle d'un Pierre Bourdieu qui, partant d'une posture d'intellectuel spécifique glisse vers celle de l'intellectuel prophétique avant de promouvoir une figure comparable d'« intellectuel collectif ». Elle s'est simplement cristallisée dans un autre terreau *a priori* moins favorable à l'émergence d'une figure solitaire que le substrat hexagonal.

Marqué par la constitution d'un espace public nationalisé et par une tradition d'engagement des clercs, la France s'oppose en effet sur ce point au polycentrisme allemand. Celui-ci est caractérisé par l'absence d'une véritable capitale culturelle et la dissémination des aires intellectuelles dans de petites villes, notamment universitaires, comme Heidelberg. À cette fragmentation spatiale du paysage intellectuel, il faut ajouter d'autres variables : la tardive et précaire réalisation de l'unité allemande, peu propice à la naissance d'un intellectuel à la française, c'est-à-dire caractérisé par sa conscience d'autonomie et sa reconnaissance dans la société ; la dévalorisation, déjà évoquée, de la figure de l'intellectuel ; l'absence enfin d'un espace public suffisamment large et l'intégration des élites culturelles à la classe politique du pays, accréditant la thèse d'une force d'intégration des milieux socioculturels traditionnels (notamment les deux grandes Églises et les familles politiques³²).

32. Voir aussi sur cette question BOCK H.-M., « Histoire et historiographie des intellectuels en Allemagne », in TREBITSCH M. et GRANJON M.-C. (dir.), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, op. cit., p. 79-109.

Revenant sur l'engagement de Jürgen Habermas, Arnauld Leclerc est enfin conduit à souligner la singularité de cette posture en rupture avec la tradition allemande postulant l'existence d'une « séparation invisible » entre les espaces politique et intellectuel. Cette relative étanchéité des univers est une caractéristique importante pour comprendre le contexte dans lequel Habermas s'engage, notamment en 1953, dans son texte contre Heidegger, sur fond des tensions nées du souvenir de la Seconde Guerre mondiale, entre émigration de l'extérieur et de l'intérieur, de partition du pays.

Ce jeu de chassés-croisés doit aussi être replacé dans une configuration caractérisée par une mutation du champ intellectuel sous le double aiguillon des médias et de l'internationalisation des échanges. Si les figures de Raymond Aron comme de Charles Whright Mills perpétuent une tradition classique d'intervention dans l'espace public initiée au moment de l'affaire Dreyfus, à la jonction de deux cycles identifiés par Régis Debray dans le *Pouvoir intellectuel en France*, le cycle universitaire et le cycle éditorial, celles de Bourdieu et d'Habermas marquent à la fois le chant du cygne de cette tradition et de cette posture (c'est la figure fantasmée de « l'intellectuel total ») et un désir de dépassement. La théorisation d'un « intellectuel collectif » constitue la mise en œuvre pratique de cette figure nouvelle par une division, une collectivisation et une internationalisation du travail intellectuel sur un marché des idées mondialisé.

Entre ces deux môles, Bernard-Henri Lévy représente lui aussi un moment, daté, celui des années 1990 marqué par la prégnance du cycle médiatique. Rien de plus évident et de plus spectaculaire que l'opération de traduction et de réduction du nom en un acronyme – BHL. La logotisation parachève la transformation de l'intellectuel en marque et en produit. L'entreprise de « marketing » dénoncée par Gilles Deleuze et Cornélius Castoriadis accompagne et relaie la montée en puissance des médias comme instance de consécration intellectuelle. BHL est bien le contemporain et le symptôme de cette médiasphère qui se met en place, qu'il phagocyte et qui le consacre. Partant de ce constat, François Hourmant retrace cette parabole dont la réussite ne peut se comprendre sans cette adéquation qui opère, au milieu de la décennie soixante-dix, entre une accumulation de ressources, une stratégie de recyclage des textes liée à un multipositionnement à l'intersection des champs (intellectuel, politique, économique, médiatique).

Ainsi se dessine une posture d'intellectuel de cour dont la fréquentation assidue des hommes de pouvoir, politique (Mitterrand, Balladur et Sarkozy), économique et/ou médiatique (François Pinault, Jean-Luc et Arnaud Lagardère), constitue une ressource cruciale même si elle est souvent habillée d'une radicalité de papier. Car avec constance, Bernard-Henri Lévy épouse ce registre de la vitupération qu'évoque Michel Hastings³³

33. HASTINGS M., « De la vitupération. Le pamphlet et les régimes du "dire vra" en politique », *Mots/Les langages du politique*, op. cit., « Que devient le pamphlet? », p. 35-49.

et participe du glissement (sur fond de victimisation) d'un culte à un autre : de celui des idéologies à celui – postmoderne – de la célébrité. Témoin et contemporain de la vidéosphère au moment où l'intelligentsia vit encore au temps du magistère éditorial et scriptural, BHL a le sens du produit, ajusté aux logiques du marché qu'il comble et qui le lui rend bien. Loin des bibliothèques (« l'affaire Botul » l'atteste) mais proche des studios de télévision, Bernard-Henri Lévy incarne l'hypertrophie du moi. À la distance critique des sciences sociales, il préfère la posture véhémement engagée, mais teintée d'égotisme, du polémiste et du moraliste. Et malgré son désir d'accéder à une forme de reconnaissance internationale, BHL reste aussi l'emblème de ces « intellocrates » germanopratin³⁴, de cette centralisation politique et administrative qui fait de Paris le pôle d'aimantation et d'implantation de toutes les grandes institutions culturelles (académiques, éditoriales, médiatiques³⁵...).

La contextualisation incite enfin à ne pas négliger non plus le temps plus court, celui de l'événement, de la conjoncture. Celle-ci s'impose pour expliquer pour une part l'émergence de certains intellectuels dans l'espace public. Concernant le cas français, on ne peut pas occulter, comme l'a souligné Jean-François Sirinelli, le rôle de la Seconde Guerre mondiale, la délégitimation des idées de droite après la Collaboration et la secousse tectonique de la Libération. Les intellectuels ont alors connu une exceptionnelle visibilité sur fond de revitalisation des grands récits idéologiques et du culte de la révolution. L'effet de guerre leur a également donné un rôle important dans la reconstruction culturelle du pays. À la différence de la Grande-Bretagne, ils ont été investis en « porteurs symboliques » de l'identité nationale française³⁶.

C'est un autre contexte, celui de la guerre du Vietnam, qui rend compte de l'engagement et de l'audience des intellectuels américains au cours des années soixante. Pendant cette période, et en particulier entre 1967 et 1970, un nombre appréciable d'intellectuels, prix Nobel, universitaires, artistes, écrivains ou cinéastes, vont franchir le pas de l'engagement. Certains, tels Susan Sontag, Mary McCarthy ou Noam Chomsky, feront plus encore le voyage à Hanoï, hasardeux périple entrepris aux risques de poursuites judiciaires et de stigmatisation populaire³⁷.

Il est dès lors possible d'identifier des « structures d'opportunités » ou des « fenêtres » favorables à l'éclosion politique d'une production et d'une

34. HAMON H. et ROTMAN P., *Les intellocrates. Expédition en haute intelligentsia*, Paris, Ramsay, 1981.

35. Sur le rôle des capitales culturelles, voir CHARLE C., *Paris, fin de siècle. Culture et politique*, Paris, Le Seuil, 1998, et CHARLE C. (dir.), *Le temps des capitales culturelles, XVIII^e-XX^e*, Seyssel, Champ Vallon, 2009.

36. Voir KELLY M., « Regards croisés sur les intellectuels français et britanniques », in LEYMARIE M. et SIRINELLI J.-F. (dir.), *L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, op. cit., p. 463-471.

37. SCHALK D., « *Intellectual, intellectuel?*, Le cas américain », art. cit., p. 485.

posture intellectuelles. Cela est particulièrement vrai dans le cas des *third-wayers* précédemment évoqués avec l'arrivée de Tony Blair au pouvoir ou dans celui des libertariens. Un certain nombre de ces derniers ont rejoint l'administration Reagan dans les années 1980 puis celle de Bush dans la décennie suivante après une stratégie d'entrisme dans le Parti républicain.

Il est encore plus évident dans le cas des « Chicago Boys » étudiés par Daniel Mansuy Huerta. La promotion des intellectuels libéraux au Chili, inspirés par l'école de Chicago et de leurs mentors Friedrich von Hayek et Milton Friedmann, et de leurs thèses, doit en effet beaucoup au contexte politique. C'est en effet dans le cadre du renversement de Salvador Allende et de la prise du pouvoir par le général Pinochet en septembre 1973 qu'il faut dater le point d'impulsion de cette « promotion » inattendue du libéralisme économique dans une situation d'autoritarisme politique. Lorsque les militaires s'emparent du pouvoir, le Chili connaît une situation de crise sans précédent, à la fois politique, sociale et économique, après de longues grèves qui ont épuisé le pays et une inflation de 600 %. Sans programme politique initial défini, sans plan et sans projet, les militaires vont pourtant se convertir au libéralisme économique et adopter les thèses d'un groupe qui deviendra célèbre sous l'étiquette des « Chicago boys ». Né en 1956 d'un accord entre l'université de Chicago et l'université catholique du Chili, un groupe de jeunes économistes chiliens a adopté le credo du libéralisme économique le plus radical. Si son influence ne s'exerce d'abord que sur le plan académique, le groupe essaime néanmoins, forme des disciples et cristallise une élite intellectuelle générationnelle disposant d'un programme économique cohérent qui sera synthétisé dans un manifeste, « el ladrillo », la « brique », où se trouvent posés les fondements d'une transformation libérale de l'économie chilienne. Cette promesse de salut économique, conjuguée à l'obtention par Pinochet des pleins pouvoirs à partir de 1975, et les luttes d'influences au sein de l'armée entre officiers de la marine (plutôt favorables au programme libéral) expliquent la mise en œuvre durable des thèses libérales au Chili.

L'analyse comparée fournit alors un prisme pour appréhender la question, évidemment complexe car difficilement quantifiable, du pouvoir des intellectuels et notamment de leur influence sur la sphère politique. Qu'en est-il alors de ce rôle de « préceptorat réel de l'opinion publique » parfois prêté aux clercs³⁸? En 1979, Régis Debray, ancien compagnon d'armes du « Che » en Bolivie et futur « conseiller du prince » François Mitterrand, postulait l'existence d'un pouvoir intellectuel qui donnait titre à son livre et définissait classiquement les intellectuels comme des « professionnels de l'opposition à tout pouvoir³⁹ ».

38. LINDENBERG D., « L'intellectuel est-il une spécialité française? », in ORY P. (dir.), *Dernières questions aux intellectuels*, Paris, Orban, 1990, p. 193.

39. DEBRAY R., *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsay, 1979.

Trente ans plus tard, la mosaïque des figures évoquée invite, au-delà des rhétoriques de la déploration sur le « silence » ou la « fin des intellectuels », à questionner les liens toujours complexes qu'entretiennent les intellectuels à l'égard du champ politique et du pouvoir. De la contestation radicale au soutien le plus aveugle, de l'engagement solitaire à la construction d'un intellectuel collectif, c'est toute une palette contrastée de postures et d'attitudes qui se déclinent et témoignent des mutations advenues.